



L'économie

Ébranlée par deux piliers économiques fortement fragilisés, l'économie de l'Abitibi-Témiscamingue a tenu bon, en dépit du ralentissement économique. La région a tiré son épingle du jeu grâce à un marché du travail de nouveau dynamique, des investissements publics et privés substantiels ainsi qu'une conjoncture mondiale très favorable au secteur minier. Regard sur l'activité économique de l'Abitibi-Témiscamingue.

Une croissance qui se maintient

Bien que les turbulences économiques n'aient pas épargné totalement l'Abitibi-Témiscamingue, le marché du travail régional a retrouvé, en cours d'année 2010, un niveau d'emploi semblable à celui affiché avant la récession. Avec un gain de 2 400 emplois en 2010, la région a pratiquement récupéré les 2 800 emplois perdus en 2009. L'année dernière, près de 68 200 personnes occupaient un emploi en Abitibi-Témiscamingue¹.

La consommation des particuliers aura été encouragée par un revenu personnel disponible en légère progression (1,4 %). Les taux hypothécaires historiquement bas et les crédits d'impôt pour la rénovation domiciliaire auront incité certains ménages à devancer leurs achats ou travaux de rénovation. La valeur des permis de bâtir dans le secteur résidentiel s'est chiffrée à 139,5 M\$, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente². Il s'agit d'un nouveau sommet pour la dernière décennie.

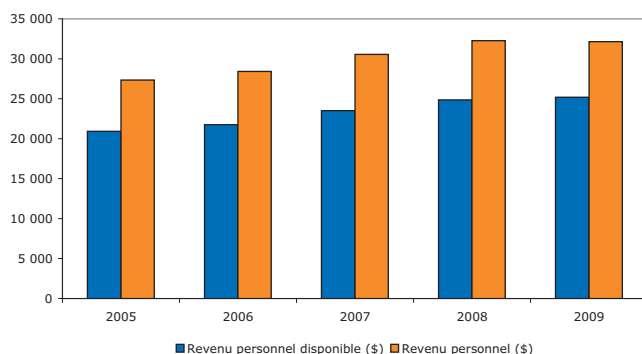
En complément aux investissements publics massifs mis en place par les gouvernements, le secteur privé a poursuivi sa

cadence avec des dépenses en immobilisations en croissance pour une cinquième année consécutive. Les dépenses en construction ainsi qu'en modernisation de machines et de matériel dépasseraient 1,5 G\$ en 2010³.

Selon les plus récentes données disponibles, après trois années de diminution, une croissance de la demande étrangère envers les produits fabriqués dans la région était de nouveau à signaler en 2008. Notons une croissance annuelle moyenne des ventes manufacturières de 5,5 % entre 2004 et 2008. Les livraisons ont quant à elles progressé de 6 % à l'échelle canadienne et de 4 % vers l'étranger⁴.

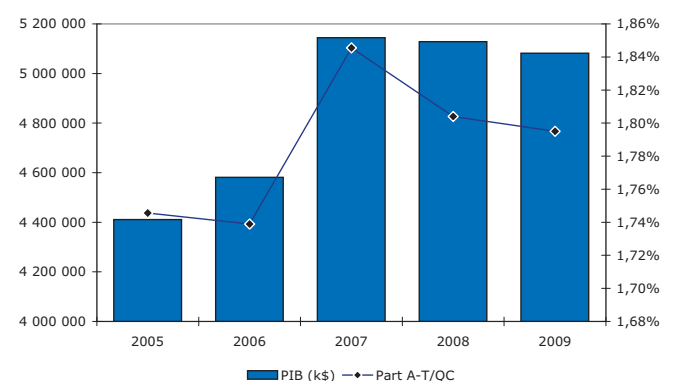
Au regard de la croissance économique de la région, le produit intérieur brut (PIB) en dollars courants estimé à 5 G\$ en 2009 s'est très légèrement contracté par rapport à 2008 (-0,9 %). Il représente 1,8 % du PIB du Québec. Entre 2005 et 2009, il a crû à un rythme légèrement supérieur (3,6 %) à celui du Québec (2,9 %). Rappelons que le secteur de la production de biens génère, en moyenne, 44 % du PIB de la région, soit une part plus importante qu'à l'échelle québécoise (30 %)⁵.

Évolution du revenu personnel et du revenu personnel disponible par habitant, Abitibi-Témiscamingue, 2005-2009



2009 : donnée provisoire
Source : Institut de la statistique du Québec.

Produit intérieur brut de l'Abitibi-Témiscamingue et sa part dans le PIB du Québec



2005 : donnée révisée 2006 à 2009 : données estimées provisoires
Source : Institut de la statistique du Québec.

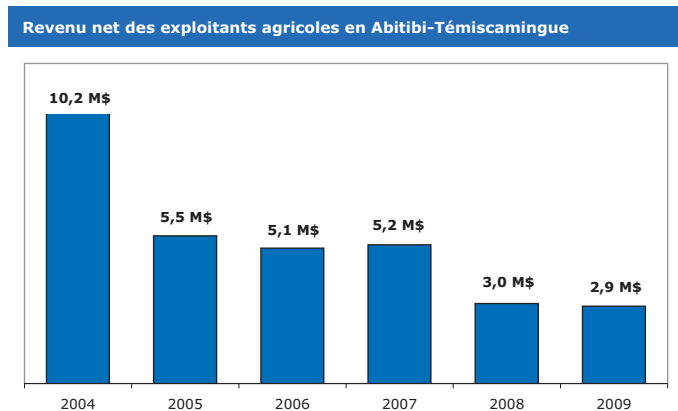
Vitrine sur les piliers économiques

Une crise agricole qui perdure

Au cours des dernières années, les entreprises agricoles de plusieurs secteurs ont dû composer avec un contexte économique difficile, notamment en raison du coût élevé des matières premières et de l'essence, des prix de marché à la baisse combinés à la hausse du dollar canadien, qui défavorise certaines entreprises. Ces facteurs ont amplifié les problèmes de liquidités des exploitants agricoles.

En Abitibi-Témiscamingue, environ 700 exploitations agricoles étaient en activité, ce qui représente 2 % des fermes du Québec (2010). Ces exploitations emploient environ 2 000 personnes et peuvent atteindre près de 2 700 personnes incluant la main-d'œuvre saisonnière, familiale ou embauchée⁶. Rappelons que le secteur du bioalimentaire représente 9 400 emplois dans la région, soit 14 % de la main-d'œuvre⁷.

Le revenu net des exploitants agricoles est en diminution constante au cours des dernières années. Les estimations provisoires indiquent, tout au plus, 2,9 M\$ en 2009. Quant aux dépenses d'immobilisations (culture et élevage), après avoir atteint 20,6 M\$ en 2007, ces dépenses sont estimées aux alentours de 4,3 M\$ en 2009⁸.



2009 : donnée provisoire
Source : Institut de la statistique du Québec.

En matière d'assurances et de protection des revenus, 33,4 M\$ ont été versés aux productrices et aux producteurs de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec en 2009-2010. De ce montant, des compensations de 28,0 M\$ ont été versées par le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA), principalement pour le secteur bovin⁹. À ce titre, il faudra évaluer les impacts des diverses mesures de redressement de l'ASRA (annoncées en début 2010) sur les entreprises agricoles de la région.

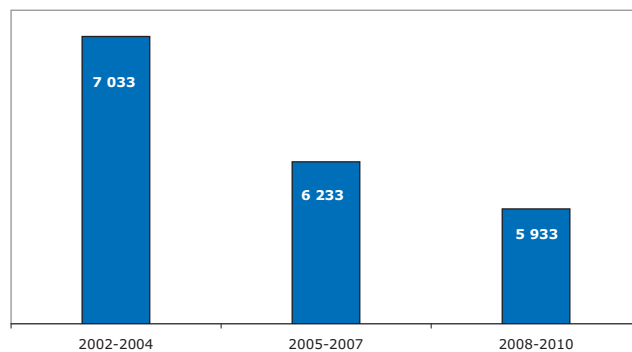
La relance et le développement de ce secteur s'appuiera entre autres sur les retombées du créneau d'excellence *Agriculture nordique axée sur la production bovine*, du projet *L'Abitibi-Témiscamingue dans notre assiette* ainsi que de l'Entente spécifique sur le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue 2010-2014. Pour sa réalisation, l'entente mise notamment sur le Fonds régional de soutien de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire (FRSDAA). Enfin, il faudra porter attention aux priorités énoncées lors du dépôt du Livre vert sur la future politique agricole et agroalimentaire.

Une industrie forestière qui poursuit son virage

La diminution de la possibilité forestière, la baisse de la demande américaine (bois d'œuvre et papier journal), l'abaissement du prix du bois d'œuvre, la montée du dollar canadien, les nouveaux compétiteurs, les coûts élevés d'approvisionnement (coût de la fibre) et la hausse du prix des carburants ont pesé lourd pour l'industrie forestière.

Actuellement, près de 300 entreprises gravitent dans cette industrie à l'échelle régionale. La crise forestière a provoqué un rétrécissement du nombre d'usines de transformation du bois, qui sont passées de 41 en 2006 à 31 au début 2011. L'industrie forestière employait directement 5 900 personnes en 2010, ce qui correspond à près de 9 % de la main-d'œuvre régionale¹⁰. Malgré un repli de l'emploi forestier, des entreprises éprouvent des difficultés de recrutement pour certaines professions, alors que d'autres anticipent un manque de main-d'œuvre prononcé lors de la reprise.

Volume moyen d'emplois dans l'industrie forestière dans la région



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

La valeur des immobilisations dans l'industrie forestière de la région s'élevait à 24,5 M\$ en 2008. Or, de récentes données indiqueraient une contraction à ce chapitre, avec respectivement 21,0 M\$ en 2009 et 19,4 M\$ en 2010. Spécifiquement pour le secteur manufacturier des produits de bois, les dépenses sont en diminution depuis 2005 (63,1 M\$), ayant atteint 11,9 M\$ en 2008¹¹. En raison des incertitudes liées aux marchés, plusieurs établissements n'ont pu ou ne pensent pas pouvoir combler leur besoins de modernisation d'ici la fin 2011¹².

Dans un contexte où la demande en produits de bois de commodités en provenance du marché américain a considérablement diminué, la région mise sur la diversification des produits et le développement de nouveaux marchés. En l'occurrence, il faudra suivre la recherche et développement menée par les institutions de la région. De même, on surveillera les retombées du créneau d'excellence *Systèmes de construction en bois en Abitibi-Témiscamingue* ainsi que de l'entente relative à l'utilisation accrue du bois dans la construction de bâtiments municipaux, institutionnels ou privés.

Une industrie minière en première vitesse

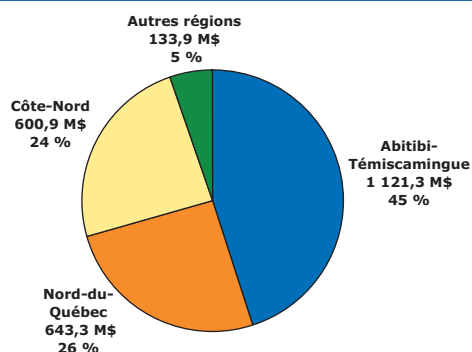
En dépit de difficultés liées à la crise financière, une hausse de l'activité en exploration était de nouveau à signaler dans la région en 2010, avec 186 projets d'exploration. Du coup, la région était l'hôte de 40 % de tous les projets d'exploration menés sur le territoire québécois¹³. Bien que les travaux visent principalement l'or, signalons que l'exploration pour les métaux de terres rares a pris de l'ampleur au Témiscamingue.

En ce début d'année 2011, l'industrie minière de la région repose sur l'exploitation de neuf complexes miniers : La Ronde, Kiena, Beaufor, Goldex, Lac Herbin, Mouska, Lapa, Lamaque et Barry. Parmi les projets miniers au stade de mise en valeur, mentionnons : Canadian Malartic, Westwood, La Ronde II, Joanna, Malartic-Midway, Lac Pelletier, Rocmec 1, Francoeur, Québec Lithium et Dumont Nickel. En raison de la forte demande pour l'or et pour les autres métaux, il sera intéressant de voir si les entreprises iront de l'avant avec la production et agiront plus rapidement qu'elles ne le feraient en d'autres circonstances.

En Abitibi-Témiscamingue, 5 700 travailleurs – soit 8 % de l'emploi total – se concentrent dans les industries relatives à l'exploration et à l'extraction minière ainsi qu'à la première transformation des métaux. À elle seule, la région fournit 39 % des emplois en exploration et en exploitation minière du Québec¹⁴. N'oublions pas que plusieurs entreprises et firmes spécialisées de la région œuvrent ou exportent leur savoir-faire aussi bien dans le Nord-du-Québec qu'ailleurs dans la province, au Canada ou à l'étranger.

En 2010, uniquement en Abitibi-Témiscamingue, 1,1 G\$ a été injecté en investissements d'exploration et de mise en valeur ainsi qu'en aménagement de complexes miniers, soit 45 % de tous les investissements québécois.

Part de l'investissement minier selon les régions administratives en 2010



Source : Institut de la statistique du Québec.

La conjoncture économique étant plutôt favorable au secteur minier, et par ricochet, aux projets miniers en développement, il faudra être attentif aux échanges entourant les conditions d'acceptabilité sociale de l'exploitation minière dans une perspective de développement durable, particulièrement au regard des gisements à ciel ouvert. Aussi, surveillons l'entente unique entre l'UQAT et Abitibi Géophysique inc., qui devrait mener à la création d'un laboratoire international de recherche en géophysique, de même que les projets de recherche et de développement menés par l'UQAT ainsi que le créneau Techno-mines souterraines coordonné par MISA.

Un secteur de la construction qui va rondement

L'industrie de la construction a surpassé les prévisions au cours des dernières années. Les mégaprojets miniers, les chantiers découlant du Plan québécois des infrastructures (réseau routier, santé, éducation, infrastructures municipales, etc.) ainsi que le marché résidentiel tout aussi vigoureux ont stimulé l'activité de ce secteur.

Le domaine de la construction a généré 2 800 emplois en 2010, ce qui représente 4 % de la main-d'œuvre¹⁵. Selon des données provisoires, le nombre de salariés actifs domiciliés dans la région dépasserait 3 500 en 2010, un nouveau sommet. Le nombre d'heures réalisées par les travailleurs témiscabitiens sur les chantiers, ici comme ailleurs au Québec, s'élèverait à 3,2 millions d'heures. Quant au volume de travail accompli uniquement sur les chantiers situés à l'extérieur de la région, il totaliserait 434 000 heures, dont plus de la moitié à la Baie-James. Les perspectives prévoient une hausse de 8 % de l'activité en Abitibi-Témiscamingue en 2011¹⁶.

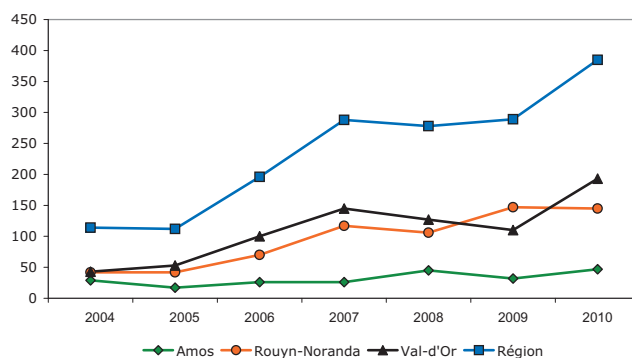
La poursuite ou la mise en chantier de projets institutionnels (Aréna Dave Keon, Pavillon des sciences et Station de recherche agroalimentaire de l'UQAT, centre de détention, etc.), industriels (les chantiers miniers) ainsi que dans la production et le transport d'énergie devraient soutenir l'activité. L'industrie devrait bénéficier de dépenses dans les infrastructures publiques, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les opportunités d'investissement dans le cadre du Plan Nord pourraient profiter aux entreprises de la région.

Un secteur résidentiel robuste

Avec 385 mises en chantier résidentielles, les trois agglomérations de la région ont enregistré une centaine de constructions de plus en 2010 par rapport à l'année précédente. Ce secteur n'a jamais aussi bien performé au cours de la dernière décennie. En fait, sur l'horizon des vingt dernières années, il faut remonter aussi loin qu'en 1997 pour constater un nombre de mises en chantier plus important (408).

L'agglomération de Val-d'Or enregistre un gain très substantiel, passant de 110 à 193 mises en chantier en 2010. Pour celle d'Amos, il s'agit d'une quinzaine de mises en chantier de plus pour en totaliser 47. L'activité domiciliaire est demeurée stable à Rouyn-Noranda avec 147 mises en chantier (145 en 2009).

Mises en chantier résidentielles selon les agglomérations de la région



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Un secteur manufacturier face à plusieurs défis

Au cours des dernières années, le nombre d'établissements manufacturiers est en diminution, particulièrement dans la fabrication de produits du bois et d'aliments. Aussi, le manufacturier correspondait à 11 % du PIB total de la région en 2008, ce qui est inférieur à ce qu'il était en 2004 (14 %), déjà inférieur à 2002 (17 %). Quant aux revenus des biens fabriqués, à hauteur de 3,5 G\$ en 2008, ils sont moindres qu'en 2006 et 2007¹⁷.

Au chapitre de l'emploi, le manufacturier employait 7 300 personnes en 2010, ce qui représente près de 11 % de la main-d'œuvre régionale. Le secteur fait bonne figure avec une croissance de l'emploi (+900), particulièrement dans la fabrication d'aliments, la première transformation des métaux ainsi que la fabrication de produits métalliques et de machines¹⁸.

Les immobilisations du secteur ont évolué tantôt à la baisse, tantôt à la hausse au cours des dernières années. Or, selon de récentes perspectives, les entreprises manufacturières planifieraient augmenter leurs investissements, qui passeraient de 74,8 M\$ en 2009 à 92,8 M\$ en 2010¹⁹. La valeur élevée du dollar canadien et la nécessité de s'ajuster à une concurrence de plus en plus vive inciteraient les entreprises à renouveler et moderniser leurs équipements.

Expansion du côté des services

Avec 49 800 emplois, les services représentent 73 % de la main-d'œuvre régionale. Ce secteur a été en expansion au cours de la dernière décennie, passant de 45 200 emplois pour 2002-2004 à près de 48 800 pour 2008-2010. Le sous-secteur de la santé et des services sociaux est le plus important employeur de la région, avec 9 800 emplois. Outre ce secteur des services, d'autres sont en croissance : finance, assurances et immobilier, services professionnels, scientifiques et techniques, gestion d'entreprises ainsi qu'hébergement et restauration²⁰.

Au-delà de l'emploi, le secteur des services contribue au PIB régional à hauteur de 54 % au cours des dernières années. Les immobilisations devraient y atteindre 377 M\$ en 2010, ce qui représente 22 % des investissements totaux de la région. Bien qu'il ne s'agisse que de perspectives, elles annoncent une diminution par rapport à 2009 (-6 M\$), mais méritent néanmoins la deuxième meilleure performance depuis 1998. Parmi les sous-secteurs des services, seuls les secteurs du transport et des administrations publiques prévoient augmenter leurs investissements en 2010²¹.

Principaux indicateurs économiques

Produit intérieur brut (PIB)	
2009 ^{2P}	5 081,7 M\$
2008 ^P	5 128,1 M\$
Industries productrices de biens	2 338,3 M\$
Industries productrices de services	2 789,8 M\$
Revenu personnel	
Revenu personnel par habitant (2009 ^P)	32 142 \$
Abitibi	31 419 \$
Abitibi-Ouest	27 969 \$
Rouyn-Noranda	34 969 \$
Témiscamingue	27 472 \$
La Vallée-de-l'Or	34 026 \$
Revenu personnel disponible par hab. (2009 ^P)	25 192 \$
Secteur manufacturier	
Revenus découlant des biens fabriqués	
2008	3 551,6 M\$
2007	3 774,0 M\$
2006	3 903,6 M\$
Investissements privés et publics	
2010	1 749,6 M\$
Privé	1 550,1 M\$
Public	199,4 M\$
Permis de bâtir	
Nombre de permis de bâtir (2010)	7 206
Valeur des permis de bâtir (2010)	257,1 M\$
Commercial	49,2 M\$
Industriel	22,6 M\$
Institutionnel	45,4 M\$
Résidentiel	139,5 M\$
Mises en chantier	
Nombre total (2010)	385
Amos	47
Rouyn-Noranda	145
Val-d'Or	193
Maisons individuelles	288
Logements collectifs	97
Marché du travail	
Emplois totaux (2010)	68 200
Production de biens	18 400
Services	49 800
Faillites et propositions	
Consommateurs (2010)	596
Entreprises (2010)	34

Sources :

^{1,10,14,15,18,20} Statistique Canada. Enquête sur la population active ^{3,4,5,8,11,17,19,21} Institut de la statistique du Québec ² Statistique Canada. Enquête sur les permis de bâtir ^{6,7} MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles 2009 et *Profil régional de l'industrie bioalimentaire, estimation pour 2009* ⁹ Société financière agricole du Québec ¹² Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries de la transformation du bois et Emploi-Québec, *Diagnostic concernant la main-d'œuvre des industries de la transformation du bois*, 2010 ¹³ Géologie Québec, *Rapport sur les activités minières au Québec 2010*, 2010 ¹⁶ Conseil de la construction du Québec.

Sources du tableau : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada (permis de bâtir et marché du travail), Société canadienne d'hypothèques et de logement et Bureau du surintendant des faillites Canada.